

Cambodge

M. Son Sann se tiendrait à l'écart du cabinet d'opposition au régime Heng Samrin

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Les trois camps de la résistance cambodienne vont-ils former sous peu un gouvernement de coalition ? Au terme de la neuvième réunion du comité *had hoc* qu'elles avaient créé à cet effet lors de leur sommet de Singapour, un communiqué conjoint a fait état, le 14 novembre, d'un accord — à quelques réserves près — sur la composition, la structure et la plate-forme politique dudit gouvernement. Il ne resterait donc qu'à partager les portefeuilles ministériels entre les opposants au régime prôné par le Phnom-Penh.

Le comité *had hoc*, lors de sa précédente réunion, avait accepté « avec certaines réserves », les « quatre principes politiques » mis en avant par les Khmers rouges, qui prévoient notamment un égal partage du pouvoir. M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), qui réclamait pour les siens la majorité des portefeuilles ministériels, a donc décidé de se tenir personnellement à l'écart de ce gouvernement de coalition qu'il devait diriger. Les pressions qu'exercent sur lui les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.) (1), et singulièrement la Thaïlande, ne l'ont pas, jusqu'à maintenant, conduit à assouplir sa position.

M. Suphachit Dharmabhandi, ministre singapourien des affaires étrangères, a invité M. Son Sann à faire preuve de réalisme. « Il ne peut pas attendre que le pouvoir et l'autorité lui soient apportés sur un plateau », a-t-il dit. Pour obtenir l'aide de pays étrangers et faire ensuite contrepoids aux Khmers rouges, le président du F.N.L.P.K. doit, à son avis, se placer lui-même « en position de légitimité ».

La « défection » de M. Son Sann minerait les fondements d'un gouvernement de coalition auquel, par sa présence, le président du F.N.L.P.K. conférerait une touche de respectabilité. Pour sa part, le prince Norodon Sihanouk, ancien chef de l'Etat cambodgien, a refusé de jouer les premiers rôles, voulant, semble-t-il, ménager sa chance de

renouer, un jour, le nécessaire dialogue avec Hanoi. Or, jusqu'à preuve du contraire, le jeu diplomatique de l'A.S.E.A.N., ces derniers mois, a plutôt servi les intérêts des Khmers rouges qui n'ont rien cédé sur l'essentiel de leurs revendications. En dépit de certaines apparences, Pékín n'a pas renoncé, aux yeux de nombreux observateurs, à « mettre sur ses épaules le même panier », celui des gens de Pol Pot.

Vers une « troisième force »

Même s'ils ne nourrissent aucune illusion sur la sincérité des Khmers rouges, les pays de l'A.S.E.A.N. jugent que la formation d'un gouvernement de coalition est un point de passage obligé pour drainer l'aide des « pays libres » en faveur de la résistance non communiste. Cette « nouvelle approche » de la question cambodgienne, telle que M. Ghazali Shafie, ministre malaisien des affaires étrangères, l'a présentée, à la mi-octobre à Londres, à ses collègues de la Communauté économique européenne, doit aboutir ultérieurement à la création d'une « troisième force » qui, ayant alors rompu avec les partisans de Pol Pot, pourra peut-être engager le dialogue avec Hanoi. Pour l'heure, les Etats-Unis — comme la Chine — comptent sur le temps pour arriver à leurs fins. Washington a récemment confirmé, par la voix de M. John Holdridge, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires d'Asie et du Pacifique, qu'il exclut toute aide militaire à la résistance cambodgienne. « Le temps en Indochine joue pour nous. Nous n'avons pas besoin d'un règlement immédiat ; ce sont les Vietnamiens qui en ont besoin », a estimé M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat, de passage à Singapour. « Et c'est que pure justice », a aussitôt répliqué Hanoi, qui veut ignorer les chemins de Canosa.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande.

Japon

Le gouvernement et le patronat paraissent décidés à développer une industrie d'armement tournée vers l'exportation

De notre correspondant

Tokyo. — Le ministère japonais des affaires étrangères étudie les moyens diplomatiques, législatifs et techniques qui permettraient au gouvernement de Tokyo d'exporter des armements, et de procéder à des transferts de technologie à usage militaire à destination des Etats-Unis, sans enfreindre explicitement la politique de restrictions dont ses précédents ont jusqu'à présent fait déchaîner un tollé de l'opposition.

Il s'agit, affirme-t-on, d'un « thème consacré », pris dans le cadre du traité de défense entre Tokyo et Washington, une mesure propre à apaiser les fortes pressions qu'exerce l'administration Reagan sur le gouvernement nippon pour l'inciter à accroître son potentiel militaire et sa participation à la stratégie globale des Etats-Unis. Reconnu, mercredi 11 novembre devant le Parlement, qu'une étude interministérielle des affaires étrangères, commerce et industrie, défense et finances est bien en cours, le chef de la diplomatie, M. Sonoda, a toutefois indiqué, dans le but apparent d'écarter les critiques, qu'il serait pleinement tenu compte, dans ce projet, des restrictions en vigueur.

Trois principes, énoncés en 1987 par le cabinet Sato, stipulent que le Japon s'interdit toute exportation d'armements, ou de pièces susceptibles de leur fabrication : 1) Vers les pays du bloc communiste. 2) Vers les zones de conflit ou de probabilité de conflit. 3) A destination des pays faisant l'objet d'une mesure d'interdiction de la part de l'ONU. Outre ces restrictions, les gouvernements nippons ont adopté depuis 1978 la politique de renonciation des exportations d'armements, plus largement définie par le cabinet Miki, conformément à la lettre de la Constitution pacifique.

Intérêt des Etats-Unis

Les développements nationaux et internationaux, à défaut de la remise fondamentale en question, paraissent devoir favoriser un assouplissement notable de cette politique étrangère. « Il s'agit, nous a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères, d'ouvrir une brèche dans la politique antérieure, de formuler une nouvelle interprétation de notre politique de coopération en matière de défense vis-à-vis des Etats-Unis et de trouver, dans ce cas particulier, une logique satisfaisante pour le débat parlementaire ».

On affirme, du côté japonais, que les Etats-Unis sont « intéressés par certaines technologies de pointe du secteur privé », tout en soulignant que Washington « n'a pas formulé de demandes concrètes ». Il s'agit cependant d'une question, dans les coulisses de la rencontre entre MM. Reagan et Suzuki en mai, d'une éventuelle participation de l'industrie nipponne à la construction de navires et d'avions de guerre destinés aux forces armées. Ce n'est pas, semble-t-il, le patronat japonais qui s'opposerait à la mise en œuvre de projets de ce genre, mais le gouvernement y paraît désormais favorable, divers éléments se combinant pour favoriser une telle évolution : montée en puissance du Japon, frictions économiques, tension Est-Ouest, course aux armements et pressions américaines allant dans ce sens, enfin, diminution notable, ici, de l'influence d'une gauche dont l'un des grands thèmes a été, depuis la fin de la guerre, le pacifisme. Ce que les dirigeants du parti libéral démocrate (conservateur) au pou-

voir n'ont pas encore dit ouvertement, certains milieux d'affaires n'hésitent pas à le faire savoir. Des responsables du *Kaidenro* (le grand patronat) plaident pour la « décontrôle » des exportations d'armes et pour le développement d'une industrie travaillant pour la défense nationale. Ceux-ci estiment que, pour une grande nation, la capacité de défense autonome l'est le patronat, que les autorités s'efforcent désormais de promouvoir officiellement) est le complément indispensable de l'indépendance politique et de la puissance économique. On souligne, bien entendu, les bénéfices (politiques, technologiques, scientifiques

et financiers) que les grands pays industrialisés retirent de la fabrication et du commerce des armes. Le passé militaire étant de plus en plus lointain, et les pressions américaines de plus en plus présentes, on ne voit pas, dans ces milieux, pourquoi on ne finirait pas par faire, là aussi, « comme les autres ».

Dans un document conjoint le France et la R.F.A. s'étaient inquiétées, au début de l'année, de la possibilité d'une possible évolution. Plusieurs affaires récentes d'exportations illicites par des firmes nippones de pièces destinées à la fabrication d'armes (pour le Corée du Sud notamment) montrent que la tentation est forte. Il faut également tenir

compte du fait que le Japon souhaite réduire sa dépendance à l'égard d'un allié relativement affaibli et que, dans sa sphère, privilège d'influence, celle de l'Asie, des pays nouvellement industrialisés, tels Singapour et la Corée du Sud, se sont lancés dans la fabrication d'armements avec un œil sur des marchés au potentiel considérable.

Certes, ce qui vient d'être révélé demeure à l'état de projet limité et à caractère d'exception. Mais c'est l'annonce d'un premier pas dans un domaine jusqu'à présent « interdit ». Il suscite déjà les remous politiques et passionnels qui caractérisent inévitablement les rapports avec l'allié et protecteur américain, surtout en matière de défense.

R.-P. PARINGAUX.

Le Super Service Europcar marque deux nouveaux points.

PARIS

48, rue de Berri, (1) 563.04.27, à deux pas des Champs-Élysées, en plein cœur du Paris des affaires et du tourisme.

LYON

16, place Jules-Ferry (Gare des Brotteaux) - (7) 824.79.87, pour vous accueillir dès votre descente du TGV.

A l'occasion de cette double ouverture, Europcar vous fera bénéficier de 100 km gratuits sur votre première location, dans l'une et l'autre de ces stations jusqu'au 31/12/1981.

Et, comme dans toutes les stations Europcar, vous y apprécierez notre Super Service. Premier loueur français, Europcar vous offre des voitures et une organisation qui fonctionnent bien. Partout, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Pour réserver, appelez votre station Europcar la plus proche, votre agent de voyages, ou encore notre Central Réservations à Paris au 645.21.25.

100 km gratuits sur votre première location dans chacune de ces stations jusqu'au 31/12/81

europcar location de voitures



remise de 30% jusqu'à fin novembre

TAPIS D'ORIENT

Atighetchi

DEPUIS 1884, SPÉCIALISTE DU TAPIS PERSAN

4, RUE DE PENTHIEVE

Paris-8 - Métro : Miromesnil - 265.90.43 + de lundi au samedi inclus, de 10 à 19 heures

OUVERT DIMANCHE 22 NOVEMBRE

la technique PICARO évolue

PROTECTION RENFORCEE

LES ROMANS FRANÇAIS DE LA RENTRÉE Gallimard

Catherine RIHOIT

Les petites annonces

François WEYERGANS

Macaire le Copte

C. HERMARY-VIEILLE

Le grand vizir de la nuit

nrf

Vartan, le Pape, Hallier, Glucksmann...



CETTE SEMAINE, DANS

PARIS MATCH

Vaut-il mieux être rouge que mort?
C'est la question la plus angoissante de notre époque. Deux fortes têtes de Mai 68 en débattent librement dans Paris Match. Dans le même numéro, vous trouvez Sylvie Vartan, si belle. Les photos sensationnelles qui révèlent le deuxième homme de l'attentat contre Jean-Paul II. Et toutes les autres vedettes de l'actualité. Ce cocktail de pensée et de faits, de vie et de guerre, d'amour et de larmes, ça c'est Paris Match, tout Paris Match, rien que Paris Match.

LE POIDS DES MOTS, LE CHOC DES PHOTOS

Lufthansa

par MICHEL DEBRÉ

387 25 00
30, rue des Dames Paris 12^e

POLITIQUE

L'EXAMEN DU BUDGET A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Relations extérieures : le changement dans la continuité

La politique étrangère de la France est-elle marquée par la continuité ou le changement ? Globalement, pour l'opposition, le diplomate s'inscrit dans la continuité. M. Cheysson n'est pas fondamentalement différent de celui qui lui a précédé. M. Couve de Murville (R.P.R.), qui a cherché consciencieusement, dans les budgets des relations extérieures, de la coopération et des affaires européennes, des traces de changement, est « resté en sa taine ». Discrètement ironique, comme à l'accoutumée, l'ancien premier ministre a la fois et la politesse des ordres. M. Cheysson, remarquant notamment que celui-ci ne s'exprimait plus, à l'étranger, en tant que porte-parole de la « France socialiste ».

Dans un style moins affirmé, M. Stirn, en nom du groupe U.D.F., tout en relevant, lui aussi, de multiples exemples de continuité, a mis l'accent sur ce qu'il estime être les ambiguïtés de la position du ministre des relations extérieures, par sa subordination : l'accord de gouvernement sur lequel communistes et socialistes se sont entendus reprend, sur plusieurs points, les thèses de Moscou.

Mais, en soulignant avec insistance que, dans les budgets, il n'y a pas de continuité, M. Cheysson se situe dans la ligne d'une politique étrangère qui fut celle de la V^e République. M. Couve de Murville n'avait pas pris le risque de décrire un budget de pacifisme à un ministre socialiste ? M. Couve de Murville n'en a cure ? Fort bien. Mais si le changement allait être le plus possible, le désordre, dans divers domaines, la continuité ? Et c'était déjà fait ?

Pourtant, à y regarder de près, on ne se sentait pas d'avoir entendu de précédents ministres des affaires étrangères dire qu'il était « aux côtés des syndicalistes emprisonnés », d'évoquer « les nations précaires », vouloir relancer l'Europe en développant « la communauté des travailleurs ». L'opposition acceptait donc ces orientations. Dont acte.

C'est, en revanche, sans aucune ambiguïté que les députés R.P.R. et U.D.F. ont applaudi M. Cheysson lorsque celui-ci a dénoncé les « progrès effrayants » réalisés par l'Union soviétique en matière d'armement, et mis en garde contre le danger qu'il y a à se réfugier dans le pacifisme et le neutralisme. Les députés commu-

nistes n'ont pas commenté les propos du ministre des relations extérieures. Pourtant, la manière dont M. Montauton (P.C.), a justifié les manifestations pacifistes, a démenti bloquantement qu'il n'y a pas une parfaite identité de vues entre socialistes et communistes à propos de la politique étrangère. M. Cheysson et Montauton se sont toutefois retrouvés dans une position commune avec le président Ronald Reagan. Celui-ci, en effet, estimait maintenant que le déséquilibre entre les États-Unis et l'U.R.S.S. doit se faire à partir de l'option zéro. M. Cheysson a estimé qu'il fallait assurer l'équilibre des forces « au niveau le plus bas possible ». Le député communiste, pour sa part, a souligné que les négociations doivent se situer « à des niveaux de plus en plus inférieurs ».

Sur les grandes lignes de la politique étrangère et de défense, M. Cheysson et Couve de Murville peuvent donc dire, sans se trouver, sur le reste, gageons que, dans l'avenir, la députée de Paris décriera quelques dimensions du fait, et que pour cela qu'il vaut mieux parler de changement dans la continuité.

LAURENT ZECCHINI.

Commerce extérieur : une dépendance énergétique considérable

Serait-ce que l'« offshore » n'aquiesce, toujours, à l'« offshore » ? En effet, comme l'a souligné le député communiste, M. Michel Jobert, à la séance du 18 novembre, à l'Assemblée nationale, le ministre du commerce extérieur, M. Cheysson, a déclaré que le « non-budget » d'un « non-ministre », M. Michel Jobert, a été bien accueilli. A quelques jours de la fin de l'année, le groupe qu'il appartenait, tous les députés ont pris la défense de ce ministre d'État, ministre du commerce extérieur « sans portefeuille ».

Responsable d'un « simple » ministère de mission, M. Jobert reconnaît qu'il serait souhaitable que son département ministériel « pense à un état plus élaboré », que les crédits dont il dispose sont insuffisants. Mais, pour les dépenses communes, pour être regroupées en un fascicule budgétaire, il faut que le ministre du commerce extérieur ait un peu de pouvoir. M. Cheysson, qui a déclaré que le « non-budget » d'un « non-ministre », M. Michel Jobert, a été bien accueilli. A quelques jours de la fin de l'année, le groupe qu'il appartenait, tous les députés ont pris la défense de ce ministre d'État, ministre du commerce extérieur « sans portefeuille ».

Du reste, M. Jobert s'en accommode, à l'Assemblée nationale, un peu provocant. Si on se souvient, il n'a jamais été un ministre des affaires étrangères « aimable ». Alors, il a souligné, dans les relations commerciales, il est devenu l'« épouvantail des japonais ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères. M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

1980, alors qu'il était ministre des affaires étrangères, il a déclaré que le « non-budget » d'un « non-ministre », M. Michel Jobert, a été bien accueilli. A quelques jours de la fin de l'année, le groupe qu'il appartenait, tous les députés ont pris la défense de ce ministre d'État, ministre du commerce extérieur « sans portefeuille ».

Alors, c'est le maréchal total ? M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères. M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

UNE PLUIE DE TRACTS POUR LA FAIM DANS LE MONDE

Une pluie de tracts est tombée sur les députés, samedi 19 novembre, pendant la séance consacrée aux relations extérieures. Les députés ont reçu, en leur boîte aux lettres, une pluie de tracts. Les députés ont reçu, en leur boîte aux lettres, une pluie de tracts.

UNE PLUIE DE TRACTS POUR LA FAIM DANS LE MONDE

Une pluie de tracts est tombée sur les députés, samedi 19 novembre, pendant la séance consacrée aux relations extérieures. Les députés ont reçu, en leur boîte aux lettres, une pluie de tracts. Les députés ont reçu, en leur boîte aux lettres, une pluie de tracts.

UNE PLUIE DE TRACTS POUR LA FAIM DANS LE MONDE

Une pluie de tracts est tombée sur les députés, samedi 19 novembre, pendant la séance consacrée aux relations extérieures. Les députés ont reçu, en leur boîte aux lettres, une pluie de tracts. Les députés ont reçu, en leur boîte aux lettres, une pluie de tracts.

UNE PLUIE DE TRACTS POUR LA FAIM DANS LE MONDE

Une pluie de tracts est tombée sur les députés, samedi 19 novembre, pendant la séance consacrée aux relations extérieures. Les députés ont reçu, en leur boîte aux lettres, une pluie de tracts. Les députés ont reçu, en leur boîte aux lettres, une pluie de tracts.

UNE PLUIE DE TRACTS POUR LA FAIM DANS LE MONDE

Une pluie de tracts est tombée sur les députés, samedi 19 novembre, pendant la séance consacrée aux relations extérieures. Les députés ont reçu, en leur boîte aux lettres, une pluie de tracts. Les députés ont reçu, en leur boîte aux lettres, une pluie de tracts.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

M. CHEYSSON : nous sommes aux côtés des humiliés

La coopération avec le tiers-monde, dans la recherche de la croissance, pour M. Cheysson, n'est pas une affaire de « oui » ou de « non ». Elle est une affaire de « comment ». M. Cheysson, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il ne peut avoir de déclarations de dimension européenne sans un avis préalable du ministre des affaires étrangères.

Flammarion le 100°C

E. BADI

Flammarion le 100°C

Flammarion le 100°C

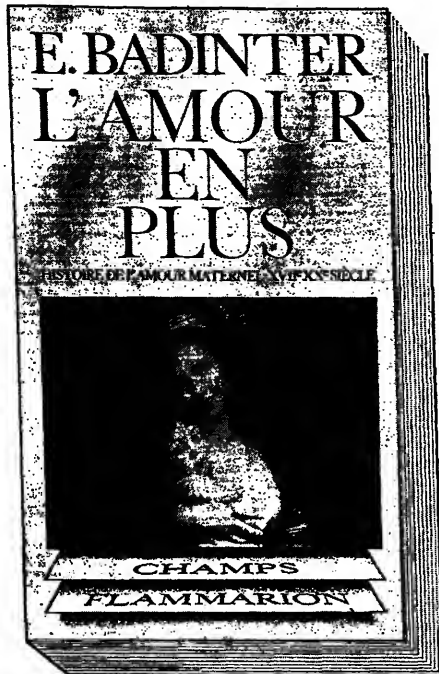
Flammarion le 100°C

Flammarion le 100°C

Flammarion le 100°C

Flammarion le 100°C

Flammarion présente le 100^e Champs.



Champs : une collection qui rassemble les thèmes majeurs de la réflexion contemporaine. De grands textes en format de poche.
Le dernier né : "L'amour en plus" d'Elisabeth Badinter, une réponse à cette dérangeante question : l'instinct maternel existe-t-il ?

Champs philosophique et scientifique.

Abellio, Assomption de l'Europe.
Alquié, Philosophie du surréalisme.
Arnaud et Nicole, La logique ou l'art de penser.
E. Badinter, L'amour en plus.
Beccaria, Des délits et des peines.
Clavel, Qui est aliéné ?
Derrida, Épérons - les styles de Nietzsche - La vérité en peinture.
Détienné et Vernant, Les ruses de l'intelligence - la métis des Grecs.
Dodds, Les Grecs et l'irrationnel.
Etats Généraux de la Philosophie, (16 et 17 juin 1979).

GREPH (Groupe de recherches sur l'enseignement philosophique). Qui a peur de la philosophie ?
Hegel, Esthétique - 4 tomes.
Jankélévitch, L'ironie - La mort - Le pur et l'impur.
Lapouge, Utopie et civilisations.
Leprince-Ringuet, Science et bonheur des hommes.
Moscovici, Essai sur l'histoire humaine de la nature.
Poincaré, La science et l'hypothèse.
Poulet, Les métamorphoses du cercle.
Renou, La civilisation de l'Inde ancienne.
Richet, La France moderne : l'esprit des institutions.

Schwaller de Lubicz, Her-Bak "disciple" - Her-Bak "Pois Chiche".
Schwaller de Lubicz R.A., Le miracle égyptien.
Sun Tzu, L'art de la guerre.
Tapié, La France de Louis XIII et de Richelieu.
Ullmo, La pensée scientifique moderne.
Vilar, Or et monnaie dans l'histoire.

Champs sociologique, ethnographique, anthropologique.

Burguière, Bretons de Plozévet.
Eliade, Forgerons et alchimistes.
Escarpit, Le littéraire et le social.
Gurvitch, Dialectique et sociologie.
Laborit, L'homme et la ville.
Mouléman Marlopré, Que reste-t-il du désert ?
Simonis, Claude Lévi-Strauss ou "La passion de l'inceste" - introduction au structuralisme.

Champs historique.

Barracough, Tendances actuelles de l'histoire.
Biardeau, L'Hindouisme - anthropologie d'une civilisation.
Bois, Paysans de l'Ouest.
Braudel, Ecrits sur l'histoire.
Broué, La révolution espagnole (1931-1939).
Duby, L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval - 2 tomes - Saint-Bernard - l'art cistercien.
Ferro, La révolution russe de 1917.
Finley, Les premiers temps de la Grèce.
Goubert, 100000 provinciaux au XVII^e siècle.
Kriegel, Aux origines du communisme français.
Le Roy Ladurie, Les paysans du Languedoc.
Lombard, L'Islam dans sa première grandeur.
Michelet, Le peuple.
Noël, Dictionnaire de la Commune - 2 tomes.
Orieux, Voltaire - 2 tomes.
Porchnev, Les soulèvements populaires en France au XVII^e siècle.

Les Grandes Civilisations Arthaud.

Grimal, La civilisation romaine.

Champs économique.

Fabra, L'anticapitalisme - essai de réhabilitation de l'économie politique.
Mandel, La crise 1974-1978.
Ricardo, Des principes de l'économie politique et de l'impôt.
Stoleru, Vaincre la pauvreté dans les pays riches.

Champ politique.

Carrère d'Encausse, Lénine - la révolution et le pouvoir - Staline - l'ordre par la terreur.
Chevènement, Le vieux, la crise, le neuf.
Kropotkine, Paroles d'un révolté.
Marie, Le trotskysme.
Michels, Les partis politiques.

Champ psychologique.

Adout, Les raisons de la folie.
Binet, Les idées modernes sur les enfants.
Guillaumet, La psychologie de la forme.
Lorenz, L'agression.
Stoetzel, La psychologie sociale.
Wallon, De l'acte à la pensée.

Champ linguistique.

Chomsky, Réflexions sur le langage.
Cohen, Structure du langage poétique.
Fontanier, Les figures du discours.
Jakobson, Langage enfantin et aphasie.

Les Sentiers de la création Skira.

Aragon, Je n'ai jamais appris à écrire ou les Incipit.
Barthes, L'empire des signes.
Butor, Les mots dans la peinture.
Caillols, L'écriture des pierres.

Champ psychiatrique.

Dr Axline, Dibs.
Bastide, Sociologie des maladies mentales.
Janov, L'amour et l'enfant - Le cri primal.

Champ psychanalytique.

Castel, Le psychanalyse.
Erikson, Adolescence et crise.
Laplanche, Vie et mort en psychanalyse.

Champ esthétique.

Chastel, Editoriaux de la revue de l'Art.
Davy, Initiation à la symbolique romane.
Starobinski, 1789. Les emblèmes de la raison.

A paraître.

Brillat-Savarin, Physiologie du goût.
Condominas, Nous avons mangé la forêt.
Gernet, Anthropologie de la Grèce antique.
Goncourt, La femme au XVIII^e siècle.
Le Goff, La civilisation de l'Occident médiéval.

Tous vos champs de réflexion sont dans Champs.

FLAMMARION

une semaine avec

LA HAUTE-NORMANDIE



Ces hebdomadaires qui tiennent la campagne

PARVENS hebdomadaires de province, au mieux ignorés, au pire dédaignés. La grande famille des médias les rejette, comme ces lointains cousins restés à la ferme que l'on va saluer avec compassion au hasard des vacances campagnardes, mais que l'on n'invite guère lors des réceptions familiales : ils dépareraient par trop les salons polés de l'information parisienne.

Paris a bien dû convenir qu'il existait en province de grands quotidiens capables de rivaliser — avec succès — avec les journaux de la capitale, mais sa sollicitude n'a pas été jusqu'à prendre conscience de l'existence d'une presse hebdomadaire dynamique et fermement implantée dans le milieu rural. Pourtant certains de ces petits barons de l'information locale se sont battus de solides places fortes, réduisant d'autant l'influence de ces grands fidèles que sont les quotidiens régionaux.

Le phénomène est particulièrement sensible en Normandie. Est-ce la proximité de Paris, est-ce le poids d'économie des

Normandie, est-ce la survie d'un pays bien accroché à leur petite ville, toujours est-il que Ouest-France et Paris-Normandie doivent faire face à une menace d'hebdomadaires qui fait mieux que leur seule idée.

Ainsi que Paris-Normandie diffuse moins de 130 000 numéros en Haute-Normandie, les hebdomadaires locaux, eux, en

vendent près de 225 000. Dans l'heure, le rapport de force est même de 1 à 3,5. C'est à Saint-Lô, dans la Manche, que s'imprime un des plus importants hebdomadaires local de France, le *Manche libre*. C'est à Bernay, dans l'Eure, qu'est né un des premiers groupes français d'hebdomadaires, celui des frères Meaulle.

Les Meaulle, imprimeurs-journalistes

Leur saga pourrait figurer dans les grands livres de la presse. En 1879, Henri Meaulle est maître-imprimeur à Bernay, Paris est bien loin encore, mais les Bernaysiens ont saisi de nouvelles en cette période où tout commence à aller vite. Utilisant les temps creux de son imprimerie, il publie deux fois par semaine sur quatre pages, sa *Feuille de Bernay et de l'arrondissement* — *Journal commercial, industriel, littéraire, scientifique, agricole et d'annonces*.

Des Henri Meaulle, il y en a eu dans toutes les petites villes de province, imprimant tout à tour les catalogues des industries, les papiers à en-tête des commerçants, les nouvelles des bourgeois et des campagnes, sans se priver de participer aux grandes comme aux petites polémiques de la République naissante. Et les idées démocratiques et républicaines ont pu pénétrer dans les coins les plus reculés du pays, ils le doivent en partie à ces imprimeurs-journalistes, Bernard et Philippe Meaulle, les petits-fils d'Henri, ont continué la tradition.

Quand, en 1967, Bernard, le cadet, vient aider son père, il comprend avant les autres que leur journal, devenu l'hebdomadaire de Bernay, n'est qu'un moyen d'abuser de la photo. Pour quelle soit de qualité, il n'hésite pas — un des tout premiers en France — à acheter une rotative offset. Le succès suit vite la modernisation de l'imprimerie. Mais pour rentabiliser celle-ci, un seul hebdo ne suffit pas. Aidé par son aîné, Philippe, qui abandonne pour cela son cabinet d'avocat parisien, Bernard Meaulle lance en 1969 l'hebdomadaire, dans la cité voisine. D'autres journaux de la région comprennent vite l'intérêt de l'affaire et viennent se faire imprimer chez les Meaulle.

M. Hersant va alors venir perturber cette belle aventure. En 1973, le carnet de chèques à la main, il fait le tour des hebdomadaires normands pour les racheter les uns après les autres et ainsi assésir sa mainmise sur l'information en Normandie. Devant lui, il ne trouve que des équipes usées, des propriétaires âgés, qui obtiennent plus facilement un nouveau patron de Paris-Normandie que les responsables politiques de la région. Le mouvement s'accroît mais effacement.

Les deux frères Meaulle, eux, sont jeunes, et leur vocation de chefs d'entreprise ne peut être satisfait par une place de cadre dans le groupe Hersant. Ils refusent de se vendre : David de la presse, ils décident de résister au

nouveau Goliath. Après les finistères, celui-ci use de ruses : il a déjà racheté les principaux hebdomas clients de l'imprimerie de Bernay ; n'il n'y a pas moyen de s'enferrer, il les rachète, privant ainsi les Meaulle de 22 % de leur chiffre d'affaires.

Contre-attaque

Bien soutenus par leur banque, les deux frères tiennent tête et contre-attaquent. Pour combler le départ des frères Hersant, ils créent d'autres hebdo sur la côte normande, à Port-Audomer, dans des fiefs de leur adversaire. D'autres patrons d'hebdomadaires ayant aussi refusé de céder aux mirages du carnet de chèques, ils s'allient avec le *Journal de l'Orne*, à Argentan ; le *Réveil normand*, à L'Aigle ; l'*Orne combattante*, devenue depuis l'*Orne hebdomadaire*, à Alençon, et l'*Impératrice*, aux Andelys.

David n'a pas fait tomber Goliath, mais, alors que nul, au Havre, à Rouen ou à Paris n'a osé résister à Robert Hersant, les deux frères de Bernay l'ont fait taire ; leur groupe reste un colin effarouché dans ses forteresses normandes.

Aujourd'hui, ils ont retrouvé une assise financière solide ; ils ont même pu, en s'appuyant cette fois à M. Etienne Bonneton, sénateur des Yvelines (Gauche démocratique) et propriétaire de *Toutes les nouvelles de Ver-*

soilles, reprendre le *Courrier de Saint-Germain*, qui, avec quatre éditions, couvre le centre des Yvelines et tente même une incursion dans les Hauts-de-Seine ; ils ont aussi racheté à Jean-Paul David, ancien maire de Mantes, le bi-hebdomadaire de cette ville.

Onze hebdomadaires, qui diffusent en tout 102 000 exemplaires, quatre centres de composition, une imprimerie à la pointe des techniques de presse, une agence qui fournit à d'autres journaux des pages toutes prêtes sur la télévision, l'activité culturelle et politique ; 130 salariés, dont près de 50 journalistes ; un chiffre d'affaires de 40 millions de francs ; les petits journaux-imprimeurs de Bernay sont devenus des grands de la presse de Normandie et d'Île-de-France.

« Petit Hersant des hebdomadaires », alors ? Non. Pas de volonté hégémonique chez les Meaulle. Ils n'ont pas cherché à mettre la main sur tous les hebdo de leur région. Dans l'Eure même, ils ne contrôlent que moins de 40 % de la presse hebdomadaire, ils ne fabriquent pas un produit unique dont toutes les pages seraient identiques aux éditions. Partout, ils ont conservé non seulement le libre traditionnel, mais aussi l'esprit du journal qu'ils ont repris, quitte à le faire évoluer progressivement. Leur groupe est plutôt une fédération d'hebdo.

THIERRY BRUNIER.
(Lire la suite page 21.)

Les Scandinaves au secours du papier français

EN régime indiciaire depuis le mois de décembre 1980, la Chapelle-Darby (130 millions de francs de pertes l'an dernier) a été autorisée par le tribunal de commerce de Rouen à poursuivre ses activités jusqu'en 1983. Le dossier de ce groupe, respectivement premier et deuxième producteur français de papier journal et de papier couché, est actuellement au ministère de l'Industrie. La réduction ou même la cessation de fonctionnement de cette entreprise auraient sans aucun doute des conséquences dramatiques en Seine-Maritime, déjà fortement touchée par le chômage. Ce département comptait en effet en 1981 plus de cinquante mille demandeurs d'emploi, soit 11,4 % de la population active.

Finale depuis 1978 à 50/50 de l'Etat (Groupe de développement industriel), un établissement public, et de Paribas, le groupe Chapelle-Darby — qui survit depuis plusieurs années grâce à l'apport de fonds publics — ne fait pas partie du club d'appropriation de la loi sur les nationalisations, puisque celle-ci ne prévoit pas le passage sous contrôle de l'Etat des actifs industriels des établissements financiers.

Mais au-delà des difficultés de la Chapelle-Darby, c'est tout le dossier de l'industrie papetière française qui est ouvert. Sur le plan économique, bien sûr ; cependant, la dépendance de la presse nationale à l'égard de l'étranger pour l'approvisionnement en papier journal revêt à l'évidence un caractère politique.

Salaires bloqués à la Chapelle-Darby

Ce handicap de l'industrie française devrait être évoqué dans le rapport que doit soumettre M. Durieux, député socialiste des Landes, à la demande du premier ministre. Dans ce document, qui sera publié au début de l'année prochaine, figurent des propositions pour sélectionner et rénover l'industrie forestière et bois et par conséquent de la filière bois-papier. Tout donne à penser que les résultats de cette étude influeront sur les décisions gouvernementales (plan d'investissement, restructuration du groupe) pour redresser la situation de la Chapelle-Darby à la suite des études techniques en cours actuellement qui ont

été confiées à des experts scandinaves.

« Je suis beaucoup trop longtemps sur ce point, sous le coup de l'accord. Ainsi bien les ouvriers, dont les salaires sont bloqués depuis maintenant près d'un an, inquiétés pour leur emploi, que les cadres et les dirigeants des usines du groupe, qui ne savent rien de l'avenir de l'entreprise qu'ils aiment, mais encore les professionnels de l'industrie papetière française, qui attendent des pouvoirs publics des mesures énergiques et un plan cohérent.

C'est, en effet, dans un climat aussi tendu que le sont les familles

de papier qui tiennent entre les doigts les commandes de la Chapelle-Darby, sous contrôle d'un administrateur judiciaire au rythme de 10 millions de francs de pertes mensuelles, pris en charge par l'Etat.

Une institution

Les deux usines de Grand-Couronne et Saint-Etienne-du-Rouvray, à une dizaine de kilomètres au sud de Rouen, représentent les principales activités du groupe Chapelle-Darby, qui contrôle également les papeteries Navarre et Esvaillat. Ici, à l'endroit où la boucle d'un méandre de la Seine est à deux doigts de se refermer, le « papier » est toujours une institution. Outre les deux mille trois cents salariés restants (deux cent cinquante de moins qu'en juin), elle fait vivre cent cinquante familles dans la région occupant trois mille personnes au port, dans les transports et l'entretien.

Dans un demi-siècle d'existence, l'entreprise a connu bien des secousses, traversé beaucoup de crises, changé souvent de propriétaire. En 1978, elle avait lancé un programme d'investissement, évalué à 400 millions de francs, financés en partie à l'aide de fonds publics, la « papier » est cette fois malade et bien malade.

Four cent cinquante %, le papier journal consommé par la presse nationale est fabriqué en France et à près de 90 % par la Chapelle-

Darby. Une position dominante dans les professionnels de la papeterie publique s'accroît pour dire qu'il faut, au moins la conserver. Mais les tentatives de centraliser dans tous les domaines laissent planer certaines doutes sur ce maintien dans les conditions actuelles. Les racines du mal, elles, peuvent se résumer en deux points : l'obsolescence d'un appareil de production à demi moderne et la dépendance à l'égard de l'étranger, aggravée cette année par la flambée du dollar américain pour ce qui concerne les matières premières de l'énergie, lesquelles sont pour près de 50 % dans le prix de revient du papier de presse.

« La production précédente s'est faite que sous l'entreprise jusqu'aux élections », affirme la C.G.T., largement majoritaire dans les deux usines, où le taux de syndicalisation est particulièrement élevé. Les revendications affectées depuis trois ans ont été, de l'avis général, insuffisantes et pas toujours entendues. Récemment, certains millions de la chaîne de production n'a pas suffi à l'évidence pour redresser aux deux usines l'efficacité souhaitée.

A Saint-Etienne-du-Rouvray, une station d'épuration, qui traite et recycle l'équivalent de la consommation en eau d'une agglomération de trois cent mille habitants, a été mise en service en 1978. Mais cette installation avait une portée plus écologique qu'économique.

ERIC WALTHER.
(Lire la suite page 26.)

CHEF DE PRESSE Au royaume de M. Hersant

LA situation de la presse quotidienne en Haute-Normandie en 1981 se caractérise d'une part : elle se dégrade sous le coup de M. Robert Hersant. En 1972, M. Pierre-Henri Viot, ancien directeur de Paris-Normandie lorsque M. Hersant — qui contrôle déjà un important groupe de presse — s'est vu offrir de s'emparer du quotidien rouennais. Ce sera pour lui l'ultime étape avant l'assaut donné au quotidien normand le *Figaro*, l'*Aurore* et *France-Soleil*.

Le dossier Paris-Normandie a été placé un jour sur mon bureau sans que j'aie senti que ce soit, », a-t-il écrit M. Hersant (1). Si l'on admet que quelques actionnaires de la Société normande de presse régionale, éditrice du journal,

ont pu manquer de sang-froid devant un bilan d'exploitation à l'équilibre précaire, il n'empêche que M. Hersant a su employer les arguments financiers susceptibles de les convaincre de lui céder leurs parts de capital.

Mais la rédaction de Paris-Normandie, à l'époque, ne l'entendait pas de cette sorte : une grève illimitée est déclenchée en mai 1972 pour protester contre ce bréviaire d'un titre au passé honorable. Une semaine plus tard, M. Hersant se déclare prêt à signer un protocole d'accord sur l'indépendance de l'équipe rédactionnelle. L'usage qui en sera fait par l'acquéreur du journal conduira trente journalistes à quitter Paris-Normandie, en 1978, en l'invitant à la clause de conscience.

Rouen puis Le Havre

En 1972, Paris-Normandie diffusait environ 160 000 exemplaires par jour. L'objectif était de gagner 20 000 lecteurs pour être à l'aise. M. Hersant se déclare sûr de l'atteindre. Mais dix ans plus tard, en 1981, la situation ne dépasse pas les 150 000 exemplaires. Les Rouennais s'étonnent donc que ce journalet, qui ne compte pas de contenu d'actualité,

puisse à force d'économies réductions. Au Havre, M. Hersant n'est implanté que depuis 1969 en rachetant le quotidien *Le Havre*, qui devient le *Havre-Presse* (tirage : 25 000 exemplaires). Simultanément, il acquiert l'imprimerie qui s'écrit également l'autre quotidien local, le *Havre Libre*. Quelqu'un peut se demander si M. Hersant rachète quatre parts de ce jour-

CLAUDE DUREUX.
(Lire la suite page 21.)

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU HAVRE
ADEPRHA

NOTRE VOCATION : PROMOUVOIR LE HAVRE
Pour votre implantation havraise, nous sommes à votre service pour tous renseignements, conseils, assistance
DOCUMENTATION ADRESSÉE SUR DEMANDE
19, rue Casimir-Périer - 76600 Le Havre - Téléphone : 16 (35) 21.25.44

le devant de la Seine est proche de Paris

Un cadre agréable, proche de Paris, une façade maritime immense, la maîtrise des technologies avancées : en Seine-Maritime, de grands rôles à jouer.

Conseil Général de la Seine Maritime
76036 ROUEN CEDEX
Tél. (35) 88.81.88.



LA HAUTE-NORMANDIE

Les Scandinaves au secours du papier français

(Suite de la page 25.)

En revanche la modernisation de la machine « 5 », la plus importante, devait améliorer la productivité des caractéristiques — 8 mètres de largeur utile et 560 mètres/minute — en font l'une des plus modernes France à l'heure actuelle. A titre d'exemple, elle produisait à la seconde — des difficultés d'ordre technique l'en empêchent actuellement — l'équivalent du papier nécessaire à l'impression de trente-cinq exemplaires d'un *Monde* de 36 pages.

Cette machine « 5 » donne une idée de la technologie très sophistiquée utilisée par l'industrie papetière. Dans l'immense atelier qui l'abrite, on ne peut d'ailleurs, une salle de contrôle permet de visualiser à chaque instant l'ensemble de la fabrication du papier jusqu'au bobinage, là où s'entroule, à la sortie de la machine, la feuille vierge encore brillante.

La comparaison avec les quatre autres machines, qui datent de l'entre-deux guerres, est édifiante. Outre les conditions de travail épuisantes en raison du bruit, de la chaleur et de la vapeur, elle témoigne que le nombre d'ouvriers qu'elles emploient, de leur manque de productivité. Un chiffre qui, s'il est à prendre avec précaution au regard des conditions d'exploitation différentes d'un pays à l'autre, résume la situation : un salarié de la Chapelle-Darblay produit 200 tonnes de papier par an alors que son homologue allemand en produit 400 tonnes !

La Chapelle-Darblay fabrique en outre pâte chimique. Elle est obtenue en râpant des rondins de bois qu'elle importe en grande partie d'U.R.S.S. ou du Canada, dont que le pâte chimique, achetée elle aussi à l'étranger, est élaborée en dissolvant chimiquement le bois. La production de pâte chimique est fonction de la qualité et du genre de papier désiré. D'où la nécessité, pour abaisser les coûts de production, de créer un atelier de décaissage, en fait une véritable petite usine chimique (un investissement de cent millions de francs). Ce procédé, qui consiste à traiter les vieux papiers et à en retirer le papier, permet d'utiliser sensiblement moins de pâte chimique — la plus onéreuse : 6 % à 8 % au lieu de 20 % dans le procédé habituel — et de réaliser de substantielles économies d'énergie.

L'approvisionnement en matières premières et en énergie est un problème-clé non seulement pour la Chapelle-Darblay mais

aussi pour l'ensemble de l'industrie papetière française, qui ne connaît pas une concentration verticale dans ce domaine telle qu'on veut la voir en Scandinavie. En amont du papier, il y a en effet le bois. Et la France, outre l'aspect purement qualitatif du produit, a pris un retard considérable dans l'exploitation de cette ressource qu'est le forêt. C'est donc un plan d'urgence dont a besoin ce secteur d'activité qui permettrait d'effectuer de considérables économies d'échelle afin de ramener le prix du bois français dans des limites plus raisonnables que celles qu'il connaît actuellement.

A Rouen, on attend les propositions du ministre de l'Industrie, qui est, semble-t-il, décidé à crever l'abcès. Mais même si cette décision définitive n'a encore été avancée, personne n'est dupe. Les solutions, quelles qu'elles soient, passeront par une réduction, progressive, des effectifs. Cependant, la nationalisation

demandée par la C.G.T. comme la fermeture définitive de la Chapelle-Darblay, ne sont pas envisagées. Le projet de relance devrait être présenté à la suite des études techniques qui ont débuté — on regrette au ministère que cela n'ait pas été fait plus tôt — le 8 octobre. On affirme que le programme d'investissement de plus d'un milliard de francs, sera accompagné d'un plan social.

Quant à la restructuration à la tête de la Chapelle-Darblay, c'est un autre problème. Le gouvernement devra en effet convaincre un ou plusieurs groupes français de la viabilité de l'entreprise et les assurer de son concours. En fait, cet appel à la technologie étrangère, il prend un risque politique : il est en effet maintenant hautement probable que cette restructuration se fera avec la participation d'établissements scandinaves. Il reste à savoir comment, et à quel prix ?

ERIC WALTHER.

MATIERE PREMIERE

Pour que tournent les rotatives

La presse quotidienne française est, depuis la libération, à égalité devant le prix du papier. Quelle que soit la situation d'un journal à l'intérieur de l'Hexagone, le S.P.P.P. (Société professionnelle du papier de presse) lui fournit le support nécessaire à son impression, au même tarif que ses concurrents. Cette coopérative, qui regroupe les messages chargés d'acheminer le papier journal, est gérée par l'industrie des journaux et de presse quotidiens et de presse hebdomadaire de l'Etat. Elle a donc la responsabilité de satisfaire la demande des journaux et de prévoir son approvisionnement en fonction de la production nationale et étrangère. Ce choix se fait sur des critères de coût et de qualité, mais, en accord avec la presse nationale, elle accepte d'écouler le papier fabriqué en France, même si son prix est supérieur à celui pratiqué à l'étranger.

Le coût d'achat d'autonomie, c'est-à-dire la part dans la consommation totale du papier fabriqué par l'industrie nationale, était, en France, pour l'année 1980, de 40,8 %. Ce qui, au regard des pourcentages de nos

voisins (22,75 % au Royaume-Uni, 37,5 % en Allemagne, 37 % pour la C.E.E., mais 80 % pour l'Italie), paraît assez élevé. C'est une bonne performance.

Mais il faut, pour donner toute dimension, rapporter ces chiffres de ceux des consommations en valeur absolue. On a, en effet, toujours en 1980, imprimé, en France, l'équivalent de 830 000 tonnes de journaux (dont 180 000 tonnes produites par la Chapelle-Darblay), alors que l'Allemagne en a imprimé 1 200 000 tonnes, le Royaume-Uni 1 800 000 tonnes et les Etats-Unis plus de 11 millions de tonnes ! Si l'on compare les consommations de papier de presse, les données, qui regroupent le papier destiné aux journaux, magazines, livres de poche et annuaires, les écarts ne sont pas moins sensibles.

Des chiffres qui ne font que confirmer les analyses, notamment celles de la presse régionale, face à la place grandissante que devrait prendre l'information audiovisuelle, d'autant que la demande de papier journal stagne, cette année, en baisse d'environ 5 %.

Une province dans ses livres

COMME toutes les régions du pays très riches, la Normandie a attiré romanciers, historiens, géographes et sociologues.

Le folklore est à l'origine de nombreuses publications. Ainsi un petit imprimeur de Condé-sur-Noireau (Calvados), Charles Cocié, qui s'est fait éditeur pour donner leur chance aux auteurs locaux, par les grandes maisons parisiennes, vient de publier mille ans sous les pommiers, de Bruno Robert. Recueil de petites nouvelles, d'anciens contes paysans, ce livre permet de suivre l'histoire des descendants des Vikings. Même s'il n'échappe pas aux idées toutes faites sur la bravoure des « gens du Nord », il offre au lecteur la possibilité d'oublier que tous les Normands ne sont pas fils des Vikings. Comme il est compliqué dans la peinture de paysans un peu naïfs, il permet une bonne approche de l'histoire des hommes de Normandie.

Les Archives de Normandie, de Jacques Bogré et Nicolas Vianon, dans la collection « Archivers de France », chez Hatier, permettent elles aussi un bon survol d'une province avant tout terrienne. La qualité de l'illustration en rend la lecture agréable et permet de conserver un souvenir vivant de traditions qui ont maintenant disparu.

Si le grand livre sur l'histoire de la Normandie reste l'œuvre du doyen de Bédarid publié en 1970 chez Privat, la récente *Histoire de la Normandie*, chez Hachette, écrite par un historien, J.-R. Lagache, et un journaliste, Jean Mabire, est d'un abord plus facile. Même s'ils sont tous deux d'opinion politique différentes (l'historien fut au P.S.U., le journaliste est un idéologue de la « nouvelle droite »), leur appartenance au Mouvement normand leur a fait privilégier le mythe viking au détriment des autres composantes de l'histoire normande, donner une place prépondérante à l'épopée de Guillaume le Conquérant, et oublier l'évolution moderne de cette région qui s'est fondée sur l'industrie française. Leur livre propose, malgré tout, une approche agréable pour tous ceux qui s'intéressent à l'avenir d'une province qui fournit longtemps le quart des impôts du royaume.

Christiane Bonneton, une jeune éditrice passionnée de vie provinciale, a entrepris la publication d'encyclopédies régionales. Pour le volume consacré à la Normandie, elle a fait appel à des universitaires normands spécialistes des questions abordées : art et histoire, langage et littérature dialectale, littérature normande d'expression

française, cadre naturel, économie, ethnographie. Une telle approche permet d'avoir une vision globale de la région dans laquelle le présent et l'avenir ont autant de poids que le passé. Maisque toutefois une analyse politique, essentielle pour bien comprendre une région.

L'analyse la plus fouillée, mais aussi la plus abordable, sur la géographie et l'économie de la Normandie, est, bien entendu, le volume qui lui est consacré dans la collection « Atlas et géographie de la France moderne », publiée chez Flammarion. Son auteur est Armand Freppon, Normand de Haute-Normandie et professeur de géographie à l'université de Caen. Homme de gauche mais non partisan, il fait partie de ces universitaires qui ne réduisent pas leur science à l'étude du milieu physique. Il rouille ni les hommes qui y vivent ni l'évolution économique la plus récente. Son livre, agrémenté de cartes et de schémas précis, mais aussi de photos très parlantes, permet de comprendre l'évolution économique et sociale actuelle de la Normandie à la lumière du passé et de l'environnement naturel.

Chez le même éditeur, Armand Freppon vient de publier un *Paysage de Normandie*. Ouvrage passionnant, où sont mêlés agréablement études scientifiques et portraits d'agriculteurs du passé et du présent. Vingt-trois romans de la terre, nourri par une solide connaissance universelle, ce livre permet de comprendre la mentalité d'une région et donc ses forces et ses faiblesses à travers l'histoire humaine de ses paysages. — Th. B.

Ces hebdomadaires qui tiennent la campagne

(Suite de la page 25.)

Créant à l'avance de cette forme de presse, il lui fournit simplement — mais c'est important — les moyens non seulement de survivre, mais surtout de se développer en s'adaptant.

Près de leurs lecteurs et des choses de la vie, les hebdomadaires tiennent une large place sur le territoire de tous les jours, à la vie des villages et des bourgs ruraux : mariages, naissances, avec photos, décès, assemblées de toutes les associations possibles, articles des enfants des écoles, réunions sportives de toutes sortes, couvertes de nombreuses pages. Avant sa photo dans le journal est une véritable incantation à l'achet. Mais ce n'est que cela dans ces hebdo serait une erreur.

Être reporter ici, ce n'est pas courir les obstacles aghas mis la Vie de nos. L'actualité politique à commenter n'est pas la dernière déclaration de M. Mitterrand mais le babillo sourd qui oppose les deux clans de la municipalité. Pourquoi les lecteurs du maître d'école de la Vie de nos ne se contentent pas de lire à un éditorial — critique ou l'occurrence — sur le refus du maire d'acquiescer de laisser parler le nouveau conseiller général socialiste au banquet des socialistes ?

Être « local » est peut-être moins glorieux qu'être chroniqueur parlementaire, mais c'est aussi être journaliste. En général, les journalistes de la Vie de nos sont très attachés à leur métier et à leur groupe sont parfaitement intégrés dans leur cité, leur pays ; ils en partagent les joies, les colères, les peines et les peurs. Pas question de poser un regard extérieur et distant sur l'actualité : la jeune fille accidentée est la nièce du voisin ; le délégué syndical de l'usine en grève est un copain ; le politicien est un ami ; l'avant-centre qui a raté tous ses tirs prend son café sur le même banc que vous.

Les vrais « locaux » aiment cette vie. Même s'il faut aussi supporter le contraire aigri de ne pas avoir vu son « talent » reconnu dans la « grande presse », même si — trop souvent — il faut se contenter de publier — sans y toucher — les comptes rendus de matchs écrits par les clubs eux-mêmes, ou le commu-

triqué syndical ou politique alors qu'il serait bien intéressant d'aller voir ce qu'il y a derrière des phrases agitées. Même si, furtive de temps, de connaissances, d'écriture poétique, il faut se satisfaire d'une enquête trop rapide. Même si la facilité remplace fréquemment le travail en profondeur. Même si...

Pourquoi faire la fine bouche ? Les journalistes ont adopté leur rôle ; il pénètre dans 50 % des foyers de Bessy. Le jeudi, le facteur les apporte en retard, car il doit franchir deux toutes les maisons : c'est le jour de parution de l'hebdomadaire. Un succès qui pourrait faire pâlir d'envie bien des « grands » quotidiens !

THIERRY BREHIER.

CHEF DE PRESSE

Au royaume de M. Hersant

(Suite de la page 25.)

Participation symbolique qui lui permettra, cependant, en 1978, d'imaginer le lancement, sur Rouen, du Normandie-Normandie, quotidien « de gauche » tiré au Havre. L'expérience échouera rapidement.

Entre 1980 et 1981, profitant du décès d'un octonnaire fondateur du Havre libre (un des deux porteurs de Paris, membre du parti communiste) et de l'abandon de deux autres, M. Hersant réussit à s'emparer de 40 % du capital du quotidien. En fait, si l'on tient compte qu'il possède l'imprimerie, il est déjà le vrai patron du Havre libre, bien que M. Roger Meyer en demeure le directeur-gérant.

En outre, le système de coupures d'informations locales — entre Le Havre libre et Le Havre-Presse, qui existe depuis plusieurs années, réduisant déjà à la portion congrue la spécificité de chacun des titres. Le Havre libre vend actuellement 30 000 exemplaires par jour et Le Havre-Presse 15 000 exemplaires.

La rédaction du Havre libre, comme l'avait fait jadis celle de Paris-Normandie, dénonçait l'opération — sous la forme d'un communiqué de l'interyndicale publié en septembre 1981, déclarant notamment : « L'absorption du Havre libre par le groupe Hersant n'est pas seulement un délit à ses lecteurs, aux anciens résidents et à tous les

démocrates. Elle interrompt aussi la justice, le gouvernement et le Parlement, auquel doit être soumis un projet de loi destiné à protéger l'information, et ceux qui y travaillent des appétits financiers. »

Mais, en vertu d'un processus maintes fois utilisé par M. Hersant, rien n'est venu jusqu'ici contraindre le cours des choses. La prise en main de Paris-Normandie, en 1972, s'accompagna d'une série d'opérations tendant à racheter une liberté de périodiques locaux ou cantonaux de la région, notamment dans l'emploi d'augmenter la vente du quotidien rouennais. Une quinzaine de petits titres furent ainsi l'objet d'une véritable rafle, parmi lesquels les Nouvelles de Falaise, Ouest-Normandie, le Voleur du Bocquet, le Courrier du Neubourg et le Lézardien libre.

Ces rachats apparurent nettement dans les comptes de Paris-Normandie, publiés lors de sa cession du 30 juin 1978, le directeur de la S.N.P.R. constatant la progression spectaculaire des frais financiers du quotidien : de 845 882 francs en 1975, ils étaient passés à 2 023 232 francs. Ce « bond » était, selon le directeur, « aux dépenses hors exploitation d'acquisition d'hebdomadaires, soit sous formes d'achats de titres de journaux, ou de fonds de commerce, soit de participation au capital des sociétés » (2).

Pour une part, il est également ce climat délirant qui entraîna l'éclosion, entre février et juin 1977, du lancement d'un hebdomadaire, le Tribune de l'Agglomération rouennaise, fondé et financé par quelques anciens journalistes de Paris-Normandie.

En matière de presse, la vertu et le courage ne sont pas forcément des pages de réussite... CLAUDE DURIÉUX.

(2) Le Livre noir des journalistes de Paris-Normandie, juin 1978.

STATION LOCALE

FR 3 antenne libre

FR 3 Haute-Normandie ou FR 3 Rouen ? M. Alain Garbi, le directeur du bureau régional d'information (BRI) ne se trouble pas quand on lui pose la question. De son bureau installé dans les locaux modernes du centre Saint-Sever à Rouen, il sait parfaitement qu'en Haute-Normandie l'information comme l'économie doit se traiter avec plusieurs échelles de référence. Il y a d'abord deux départements, à divers titres inégaux. Ensuite, à l'intérieur même de la Seine-Maritime, deux grandes agglomérations — La Havre et Rouen — s'observent, chacune de leurs péripéties. Comme pour la route, les uns et les autres n'aiment pas voir les rouennais venir trahir « leur » actualité. Quand ils le traitent.

C'est vrai, nous M. Garbi, l'Eure nous reproche d'être plus souvent au Havre qu'à Evreux. Mais on ne peut nier le poids économique de la Seine-Maritime. C'est l'actualité qui commande.

Graphiques en main le directeur du BRI fait sa démonstration.

Chaque mois, les temps d'antenne et de reportages, commentés avec deux départements, sont révisés. La différence entre chacun ? De un à trois. « Contrairement à ce que l'on croit, nous allions dans l'Eure la plus souvent possible. Lorsque, par exemple, nous réalisons un reportage sur la mortalité, nous choisissons toujours de le traiter dans l'Eure. »

L'autre préoccupation, moins spécifique à Rouen, des responsables de FR 3, c'est la semaine « création des nouvelles politiques locales ». Ou plutôt, l'absence de préoccupation. Car M. Garbi est formel : « Les coups de téléphone du préfet au directeur de la station, de l'actualité locale, nous n'en avons jamais été pris à parti par qui que ce soit, préfet ou... et pour l'Eure nous reproche d'être plus souvent au Havre qu'à Evreux. Mais on ne peut nier le poids économique de la Seine-Maritime. C'est l'actualité qui commande. »

Graphiques en main le directeur du BRI fait sa démonstration.

« Faites une information honnête »

Face aux critiques, M. Garbi, chef du nouveau P.-D.G. de FR 3, M. Guy Thomas : « Faites une information honnête. » Et il commente : « Aujourd'hui, on peut travailler honnêtement. »

Reste à donner une âme à la station pour qu'elle trouve place parmi les médias haut-normands. Pour réussir, ses responsables s'attachent à faire des choses qui ressemblent à la mémoire audiovisuelle de la région, car, dit-il, c'est nous qui la forgions.

Un pari audacieux, mais qui est indéniablement tenu, en particulier à travers les émissions de la jeune radio, qui vient de lancer en septembre son premier anniversaire.

Mais ce que les jeunes journalistes, animateurs, techniciens, administratifs de FR 3

Haute-Normandie ignorent pas, c'est qu'ils sont actuellement les seuls à proposer une information quotidienne à caractère régional depuis que le grand journal de Rouen Paris-Normandie ne s'en préoccupe guère. Et on comprend d'autant mieux le souhait du personnel de voir ses moyens en hommes et en matériel largement accrus. Mais en Haute-Normandie, on a appris à ne pas se laisser impressionner par les chiffres. Les studios de l'ORTF, puis de FR 3, étaient encore installés à 20 kilomètres de Rouen, au cœur de la forêt de Euse. Et au début de cet automne, une ancienne journaliste, Jocelyne Romero — à qui la toute nouvelle direction de FR 3 avait donné son congé en 1975 — a retrouvé sa place presque sept ans plus tard.

ETIENNE BANZET.

Pas de sermon à l'usine

Le titre de l'article sur l'Eglise locale du Havre, « Au Havre, des prêtres prêchent à l'usine » (le Monde du 17 novembre), prêtait à équivoque.

Il est vrai que certains prêtres-ouvriers — qui ont, en outre, la charge d'une paroisse — peuvent rencontrer sur les lieux de leur

travail les rares ouvriers qui vont à l'église le dimanche, mais en aucun cas, bien évidemment, ces prêtres ne mettent à profit leur présence en usine pour exercer un apostolat spécifique : ce serait évidemment contraire à leur propre déontologie et à la laïcité. — H. P.

Du lundi au vendredi...

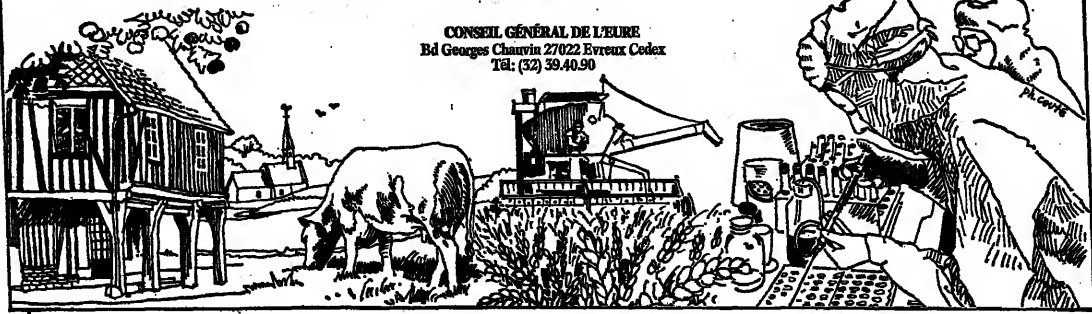
Active
Nos activités industrielles de tradition (papeterie, scierie, lin, tannerie, métallurgie et mécanique), voisinent avec l'électronique, la pharmacie et les laboratoires de recherche. Notre agriculture compétitive est axée sur la culture (blé, maïs, betterave à sucre, lin) et la production de lait et viande de qualité.

Calmé
Nous pouvons profiter de 120.000 hectares de forêts, de 800 km de rivières poissonneuses, de nombreuses bases de loisirs, du parc régional de Brotonne, du centre nautique des Deux-amants près du Vaudreuil, ville nouvelle... Après une journée d'activités, nous retournons, sans précipitation, vers nos maisons à colombages que l'on construit toujours avec le sérieux d'autrefois. Et pour ceux qui ont besoin de bruit, Paris n'est qu'à 1 heure...

Equippée
Tout en respectant et en entretenant un riche patrimoine (abbayes, châteaux...) nous répondons aux exigences du développement démographique et de l'évolution économique par l'amélioration rapide du réseau routier, la création de lycées et collèges, la modernisation des hôpitaux, la construction de stades et d'équipements sportifs... Nous sommes accueillants et quand vous le voudrez

Notre Eure sera la vôtre !

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'EURE
Bd Georges Chauvin 27022 Evreux Cedex
Tél: (32) 39.40.90



Le procès... d'un juge d'instruction

Les frères ennemis

« TRADITION RÉPUBLICAINE » RESPECTÉE

Cette question que la gauche estimait parfaitement légitime fut posée le 20 novembre 1981, plus précisément le 20 novembre 1981. Prenant le relais de celui qui est devenu secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Toubon (R.P.R., Paris), assénait l'annonce du débat au Paris-Bourbon. Le débat sur les services généraux des premiers députés n'ayant pas été inquérit de savoir pourquoi, dans le document budgé-

FAITS ET JUGEMENTS

l'été. — M. Morra Crispien, 35 ans, originaire de la région de Gènes, qui avait séjourné en Espagne au printemps 1938, pendant plusieurs mois, et qui, après avoir été expulsé de Paris, le 16 novembre 1938, fut interné pendant des suites d'une intoxication

L'auteur d'une plainte au monde a débouté.

timent : il se part pour le
 Les paroles d'explosion o-
 ent l'entrainement, et l'espé-
 de « police des déments
 beaucoup amant.

Ce fait, pour lui, l'as-
 de ce qu'il a : ne pri-
 les le Cour de sûreté de
 mais le cours d'années qui
 pour la justification d'expres-
 sions, d'abord, et d'après,
 Downing-Carter qui, pri-
 x de sa, a représenté
 l'instabilité publique de la Cour
 sûreté de l'Etat, n'est pas
 ché - il a simplement
 remarquer qu'il n'était pas
 pation - de donner de
 d'éthique aux journalistes
 limiter le pouvoir critique
 du - il a simplement
 flagrant, démenteur de
 Frische, d'ajouter que,
 ment, « ces observations
 étaient pour la Cour »
 « Ces paroles, et les
 que le président, l'as-
 tait construit. »

Tout est donc pour le
 dans le meilleur des mo-
 M.

STAGES d'ANGLAIS à OXFORD

Vacances scolaires : bac, prépa R.E.C. et Sciences-Po, D.E.U.G., Licence, CAPES et Agrégation.
Toute l'année formation continue.

JOISE Oxford Intensive School of English
21, rue Th. Gautier 75015 Paris - (1) 533.13.02

bercy
le prêt-à-porter des grands
(m 85 à 2m15)
... et des costauds

Chemises, pulls, jeans, pantalons, blousons, costumes, chaussures, etc.

86 av. Ledru-Rollin 75012 PARIS. Tél. 628.18.24. M° Ledru-Rollin, de Lyon 79 av. des Ternes 75017 PARIS. Tél. 574.35.13. M° Ternes/Étoile 26 cours Gambetta 69007 LYON. Tél. 861.13.83.

amica
industrie ceramique spa.

dans le cadre d'un plan de développement et d'alignement de ses structures commerciales aux exigences du marché, entend entrer en contact avec des agents qualifiés pour leur confier la gestion et le développement d'une chaîne de grossistes déjà existantes.

Suivant ce programme, on prévoit une subdivision du marché en cinq zones opératives réparties :

- SUD-EST
- NORD-EST
- NORD-OUEST
- PARIS et CENTRE-NORD.

On demande aux candidats les qualités suivantes :

- Résidence dans une zone indiquée ci-dessus ;
- Connaissance des zones et de la clientèle ;
- Disponibilité à étudier et à vérifier en direct contact avec l'entreprise, les stratégies commerciales pour ce qui concerne les choix opérationnels et la gamme des produits.

Envoyer curriculum vitae c/a AMICA INDUSTRIE CERAMIQUE SPA - Corso Canalgrande, 90 - B.P. 565 - 41100 Modena (Italie) - Tél. 511503 Amica I - Tél. (059) 217393

TÉLEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 2 345 21 62

ÉDUCATION

Un colloque de l'UNEF indépendante et démocratique QUELLE PLACE POUR LES FRANÇAIS AU SEIN DE L'UNIVERSITÉ

Lors d'un débat à l'Assemblée nationale le 16 septembre, le ministre de l'éducation nationale a annoncé ses intentions d'organiser une large concertation afin de préparer un nouveau projet de loi sur les enseignements supérieurs. Les interrogations sur le rôle et les orientations du système universitaire sont nombreuses et, en prévision du débat à venir, l'UNEF indépendante et démocratique (animée par des trotskistes et des socialistes) a organisé, lundi 16 et mardi 17 novembre à Paris, un colloque intitulé « Quel avenir pour l'université ? ».

Après un bilan des réformes passées et des situations des étudiants de 1981, les intervenants - enseignants et responsables syndicaux - ont tenté de redéfinir le rôle de l'université par petites touches, comme MM. Pierre Merlis, ancien président de l'université de Vincennes, et Jean-Maurice Verdier, ancien président de Nanterre. Ils ont essayé avec force de représenter les droits et surtout les devoirs des enseignants, insistant l'un et l'autre sur la modestie des horizons des enseignants et sur leur responsabilité dans le manque d'évolution de certaines formations.

« Méfiez-vous de la tendance au corporatisme des enseignants », a lancé M. Maurice Duvenger, en soulignant que trop de professeurs se contentent de dispenser leurs cours à des étudiants de deuxième et de troisième cycle, perdant ainsi le contact avec les jeunes de première année. M. Bertrand Girod de l'Aix, enseignant à Paris IX-Dauphine, s'est interrogé sur l'autonomie des établissements. Une autonomie vécue selon lui de manière « défensive » depuis la loi d'orientation de 1968, les universitaires cherchant surtout à se protéger et à maintenir leurs acquis. Il a évoqué le cas des personnalités extérieures désignées par les conseils d'université pour élger leur sein. Ainsi la nation, qui assure le financement et utilise les services de l'université, a-t-elle le droit à dire sur la désignation des représentants dans cette instance.

« Diplômes ouverts »
Mais au-delà des différents thèmes qui devraient être redéfinis lors de l'élaboration de la nouvelle loi d'orientation (autonomie financière des établissements, pluri-disciplinarité, fonctionnement des œuvres universitaires), il fallait aussi évoquer ce qu'étaient de l'université ses principaux usagers : les étudiants.

M. Jean-Christophe Cambadélis, président de l'UNEF, représentant les résultats d'une enquête menée par le syndicat le mois dernier, a expliqué le souhait des étudiants de voir l'université préparer d'abord à un emploi. Mais ces mêmes étudiants estiment aussi que « la première tâche de l'université est de fournir des connaissances », ce qui a permis à M. Cambadélis d'affirmer que l'université est de fournir des connaissances, ce qui a permis à M. Cambadélis d'affirmer que l'université est de fournir des connaissances, ce qui a permis à M. Cambadélis d'affirmer que l'université est de fournir des connaissances.

M. Jean-Christophe Cambadélis, président de l'UNEF, représentant les résultats d'une enquête menée par le syndicat le mois dernier, a expliqué le souhait des étudiants de voir l'université préparer d'abord à un emploi. Mais ces mêmes étudiants estiment aussi que « la première tâche de l'université est de fournir des connaissances », ce qui a permis à M. Cambadélis d'affirmer que l'université est de fournir des connaissances, ce qui a permis à M. Cambadélis d'affirmer que l'université est de fournir des connaissances.

POINT DE VUE

Jeunes... la sortie du ghetto ?

par EDMOND MAIRE (*)

DEPUIS bien longtemps, deux tant mille jeunes sortent chaque année du système scolaire, sans qualification professionnelle. Qu'ils ne sortent pas le plus souvent, comme seul débouché, les contrats temporaires ou l'interim. Les mesures gouvernementales - pactes pour l'emploi, stages-parking - ont montré leurs limites : de faux remèdes institutionnalisant le travail précaire. C'est d'ailleurs, un espoir est apparu. Le premier ministre a confié au professeur Bertrand Schwartz une mission pour que les jeunes ne soient jamais condamnés au chômage, ni à des emplois par trop précaires, qu'ils aient la possibilité d'acquiescer à la culture et la formation qui leur permettront de s'adapter au changement à venir et qu'ils bénéficient des moyens d'obtenir leur vie professionnelle vers les emplois qui correspondent le mieux à leurs goûts et à leurs capacités (1).

Enfin, le changement ? Sans en septembre, le rapport Schwartz (2) présentait une approche nouvelle des problèmes des jeunes, une approche globale, la seule valable, qui montrait que tout se jouait (emploi, formation, cadre de vie, responsabilité et autonomie des jeunes, possibilité de négocier leur propre avenir). Les solutions ? Évidemment, une transformation radicale du système d'éducation. Mais, dans l'immédiat, des propositions nouvelles ! On comprenait enfin que pour donner aux jeunes une qualification professionnelle, il fallait en même temps s'occuper de leur « qualification sociale ». Et M. Schwartz de proposer un dispositif essentiel : « les missions locales » de contact, d'accueil au plus près des jeunes, de ces jeunes déscolarisés, en état de rupture, à qui l'on reconnaissait le droit à l'autonomie, à l'expression, et même à l'erreur ! Des missions souples, formées de personnes qui ont déjà, en profondeur, le contact avec les jeunes !

Dès sa parution, le C.F.D.T. a accueilli favorablement ce rapport, en soulignant qu'il ne reste pas dans un droit ! Et l'on peut s'étonner qu'il n'ait pas encore fait l'objet d'une délibération gouvernementale sur son application. Le ministère de la formation professionnelle a pourtant mis au point un projet de « centres de préparation à la vie professionnelle ». Cent mille jeunes seraient insérés dès septembre 1982 dans ces centres, qui se chargeraient de l'acquisition, de l'information, de l'orientation, de la formation du suivi de ces jeunes, de leur placement. Ce n'est pas rien. Et l'on est tenté de dire : « Bravo ! »

Mais le C.F.D.T. pose quelques questions : Qui prendra contact avec ces jeunes ? Qui ira les chercher (sans les « récupérer »), en faisant sauter la barrière de leur réticence... à l'égard de tout ce qui leur paraît scolaire ? En supposant cette difficulté résolue, quels moyens réels permettront d'assurer toutes les idées « d'accompagnement » pour cinq mille groupes de vingt jeunes ?

Le vocabulaire employé est séduisant : il reprend bien des termes du rapport Schwartz. Mais ne rassemble-t-il pas de recréer plus ou moins les mêmes anciens, c'est-à-dire des stagiaires délaissés par les plus dévoués ou abandonnés en cours de route, ce qui place les démissionnaires en situation de deuxième échec ?

Même si l'approbation des propositions du rapport Schwartz par le C.F.D.T. ne va pas sans quelques nuances, elle en apporte l'analyse et la volonté d'approcher globalement. Et elle avertit vivement que, en accord avec les faits (même si les intentions sont différentes), les problèmes rencontrés par les jeunes, on ne voit pas un nouvel échec qui peut être plus grave que les précédents.

Nous avons donc au premier ministre, le 4 novembre, pour lui demander avec insistance la création d'une commission interministérielle pour la mise en œuvre du rapport Schwartz. Car, si le ministère de la formation professionnelle est concerné au premier chef, l'éducation nationale l'est aussi. Et le travail ! Et la solidarité ! Et la jeunesse ! Et la décentralisation ! Nous réclamons également la détermination rapide d'une expérimentation significative des missions locales « sur trois régions ».

Enfin, nous demandons : Pourquoi ne pas articuler les propositions du rapport Schwartz avec le projet du ministère de la formation professionnelle ? Est-il impossible, au moins pour une large part des actions envisagées, de créer un style et une réalité nouvelle qui progresseront au fil des ans ? Ou veut-on continuer, de mesures transitoires en mesures transitoires, à maintenir des solutions « anciennes pour une durée indéterminée, au risque d'installer un système paralysant de formation ?

Utopie ? Irréalisme ? Nous entendons déjà les objections ! Mais où est l'irréalisme ? Est-il vraiment ceux qui regardent les problèmes de la jeunesse tels qu'ils sont, au lieu de s'abriter derrière des mesures qui ont fait la preuve de leur inefficacité ?

Problèmes urgents ? Nous en sommes d'accord : mais il n'y a pas de plus grande urgence que d'innover. Innover, c'est difficile, nous le savons ; mais il vaut mieux affronter les difficultés que de passer à côté des vraies questions. Des jeunes au travail, oui ! Mais des jeunes debout !

La C.F.D.T. espère que le conseil des ministres saura choisir les solutions qui permettront de ne pas rater la coche encore une fois et de reconnaître les jeunes avec eux-mêmes et avec le social.

(*) Secrétaire général de la C.F.D.T.

(1) Lettre de mission de M. Pierre Mauroy à M. Bertrand Schwartz du 10 juin 1981.

(2) M. Bertrand Schwartz : l'insertion professionnelle et sociale des jeunes (rapport au premier ministre), septembre 1981. Documentation française.

À MOI...
ON ME JETTE PAR LA FENÊTRE !!!

Tirez le meilleur de vos kilowattheures. Avec votre cuisinière, par exemple. Réglez exactement la température de vos plaques chauffantes, utilisez des casseroles à fond épaisses et plat, couvrez toujours vos casseroles. Votre compteur vous le dira : vous faites des économies.

NE JETEZ PAS VOS KILOWATTHEURES PAR LES FENÊTRES !

C'est un conseil d'ELECTRICITE DE FRANCE

SOCIAL

SELON UNE ÉTUDE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL

8 % des salariés ont bénéficié directement du relèvement du SMIC en juin

[illegible]

décor, lorsque la taille des établissements s'accroît, les branches — celles-ci apparaissent — se multiplient du bois et du ciment. L'industrie du bois et celle du ciment sont les deux premières à avoir vu naître des entreprises de taille moyenne. Une usine hydraulique, par exemple, a une capacité de production de 100 000 mètres cubes par an, ce qui permet de bénéficier de la main-d'œuvre

des entreprises (50 %) et la classe moyenne (30 %).

Enfin, de la répartition par catégorie professionnelle, il résulte que 50 % des salariés touchent en moyenne 83,8 % des salaires totaux, 20,2 % en 1961, 19,3 % en 1967, 19,3 % en 1968, alors que la proportion de la classe moyenne dans le même temps de 1962 à 2,17 %, 5,3 %, 5,3 %, 5,3 %.

Les revendications...

Les salariés attendent du plan, dans un sens positif.

Le grève na pas été une partie de la tactique usuelle du patronat. Les salariés ont répondu au sondage d'indice Opinion publié par le Coudition de Paris (résumé des avis de trois catégories d'entreprises), 64 % des employés estiment que l'organisation des grèves doit être améliorée.

Les salariés ne peuvent aller jusqu'à la grève ou des manifestations de protestation, car ils ne peuvent pas exprimer « un projet », leur opposition aux pouvoirs économiques du patronat.

M. Joseph Berthod, patron de la société Arvensa à Neuchâtel, a déclaré au Coudition de Paris, par le sondage, l'acte. Pour protester contre la désignation d'un délégué C.G.T., et l'arrestation, le 10 mai, d'un ouvrier, il a déclaré : « Je ne reviendrai que lorsque vous m'aurez demandé de le faire. »

Le sondage a également révélé que les salariés ne reviennent pour récupérer sans accord, en secouant les grilles de la porte, mais en se faisant « saisi », les salariés ont « pris » l'initiative de se faire « saisir » et de se faire « saisir ».

— J. G.

Innovations revendiquatives...

Le chômage qui persiste et la désaffection du mouvement de gauche pour les « patrons-conducteurs » de la « droite innovatrice » sociale commencent à révéler d'âpres, les salaires, et ceux qui disent être ceux d'aujourd'hui, les employeurs ?

Occupé, pendant une demi-heure seulement il est vrai, le hall d'une banque, comme viennent de le faire une centaine de représentants de la « droite innovatrice » sociale graphique de (Haut-Rhin), pour exiger l'ouverture de négociations avec les actionnaires de l'entreprise en état de cessation de paiements, signifié que les salariés ont pris conscience de leur rôle et de la place du pouvoir réel. La défection de l'emploi passe par le hall de la banque, rendue responsable de la situation de l'entreprise.

anciens adhérents de l'Union nationale pour le plupart.

Le grève ne fait pas partie de la panoplie usuelle du patron madois. Pourtant, selon un sondage d'opinion publié par le *Quotidien de Paris* (résumé) auprès de trois cents chefs d'entreprise, 65 % des employeurs estiment que l'organisation d'une résistance concertée peuvent aller jusqu'à la grève ou des manifestations avant le meilleur moyen pour s'en sortir. Une telle opinion sur les projets économiques du gouvernement.

M. Joseph Berdugo, patron de la société Ariseco à Neuchâtel-en-Gray, est passé, lui, du sondage à l'acte. Pour protester contre la loi sur l'organisation d'une déléguée C.G.T. et l'organisation, le 16 mai, d'élections professionnelles, il a abandonné

C'est la banque encore que s'est coupable aux yeux de M. Jean-Pierre Mailliez, ancien ouvrier devenu patron, P-D-G d'une entreprise de plaques de plâtre. Il a entamé une grève de la faim pour obtenir des pouvoirs publics le prêt de 10 millions de francs, sans le quel il serait obligé de fermer son usine, avant même qu'elle ait réellement fonctionné. Il employait soixante-dix personnes.

le 21 octobre son usine de ma-
quinerie et les trente-deux
ouvriers qui, depuis, l'occupent,
derrière une grille solidement
cadenassée. M. Berdugo avait
dit : « Je ne reviendrai que
lorsque vous m'aurez demandé
pardon à genoux. » Il est pou-
r- tant revenu pour récupérer ses
closets, en escaladant le grillé
de l'usine. Grivistes et monte-
n'ont-ils pas, avec le change-
ment ? — J. G.

LA NOUVELLE POLITIQUE SALARIALE

Le gouvernement va s'efforcer de concilier liberté contractuelle et encadrement des rémunérations

[illegible][illegible]

(Publicité)

**MONSIEUR
LE PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE**

Je dirige une entreprise d'une cinquantaine de personnes implantée en Haute-Normandie. Après une période extrêmement difficile, notre entreprise, grâce à des efforts de recherche importants, présente sur le marché plusieurs innovations au Salon Bâtimat, qui se déroule actuellement. Tout nous fait penser que nous sommes au seuil d'une réussite commerciale.

Je sollicite pour notre entreprise, depuis juin 1980, les concours et aides qui sont indispensables à sa survie. J'ai frappé à beaucoup de portes, quelques-unes se sont ouvertes et j'ai alors reçu un accueil courtois, compréhensif, mais parfaitement stérile.

L'ensemble du personnel ainsi que moi-même espérons beaucoup du changement intervenu le 10 mai.

Mais où est le changement si notre unique espoir, notre ultime démarche, consistent à consacrer une somme représentant plus de dix fois le SMIC pour nous adresser à vous ?

Monsieur le Président, cinquante emplois ici, cinquante autres là, puis dix ici et vingt là-bas, feront, nous le savons tous, que vous réussirez ou échouerez dans la lutte que vous menez contre ce fléau économique et social qu'est le chômage.

Je souhaite et espère que notre appel sera enfin entendu et vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute et très respectueuse considération.

J.-P. DESBRUERES,
président-directeur général.

Société nouvelle MOREAUX. Siège et usine à Broglie. — Bureaux à Paris, 60, rue Condorcet (9^e). Tél. : 281-42-11.



FENÊTRES!

AFFAIRES

DANS UN MARCHÉ DU POIDS LOURD EN RÉCESSION

La direction de R.-V.I. mise sur l'exportation la recherche et l'amélioration de la productivité

De notre correspondant régional

Lyon. — A l'occasion de la présentation de la nouvelle direction administrative et commerciale (département de l'Industrie et du Commerce) de l'Etat-major de R.-V.I., le président du directeur de Renault-Véhicules Industriels, M. François Zanotti, vient de dresser un bilan maussade de la première firme française de poids lourds.

Rassurant au fond quant à la volonté de R.-V.I. d'aller de l'avant sans ménager l'effort d'investissement dans la recherche, il a présenté l'état du marché des véhicules industriels. Ces prévisions viennent à point pour corriger des rumeurs très pessimistes. L'année se terminera avec des pertes financières, mais, assure le président de R.-V.I., la raison en est essentiellement à une très mauvaise commercialisation des véhicules sur le marché français et non à une chute brutale des commandes — quarante véhicules par jour contre quatre-vingt prévus dans le budget initial — en est la preuve. Compensée par une progression des ventes à l'étranger.

Avant les vacances, un salarié de R.-V.I. sur deux travaillait pour l'exportation, aujourd'hui c'est près de deux sur trois, a-t-il affirmé. M. Zanotti a cours d'une conférence de presse chargée aux cadres supérieurs de la firme. Et cela malgré la baisse des marchés mondiaux, notamment européens. « La production de R.-V.I. augmente partout », a constaté son président, notamment sur le marché intérieur : 45 % pour 1981 contre 42,5 % pour la période correspondante de 1980. Deux points et demi de croissance, qui sont le meilleur des encouragements pour un groupe qui a défini-

vement digéré la fusion des réseaux Saviem et Berliet. Malgré cela, la récession de la clientèle française est réelle. Elle est due, selon l'état-major de R.-V.I., à une baisse du niveau du fret et à la hausse des taux d'intérêt. Mais d'autres arguments devraient à moyen terme favoriser la reprise des investissements dans le poids lourd. Comme, par exemple, la réduction très sensible des consommations énergétiques : 25 % de gaspillage au moins pour les véhicules sortis d'usine cette année par rapport à la génération des poids lourds de 1976. Cette économie potentielle devrait être une forte incitation au renouvellement du matériel routier.

Même si les résultats financiers s'annoncent médiocres, M. Zanotti ne veut pas entamer les crédits d'étude et de recherche. Il se trouve en effet en parfaite harmonie avec ce qui est tenté au niveau national. Plus, dans le bilan négatif de 1981, sont pris en compte deux postes de dépenses qui disparaîtront pour les exercices suivants : les conséquences financières de l'accord Dodge, le financement du Fonds national pour l'emploi. Sur ce deuxième point, rappelons que le coût pour R.-V.I. du plan de départs volontaires et de mises à la retraite anticipée, qui a touché trois mille six cents salariés, s'élève à 150 millions de francs.

Les raisons d'espérer, on veut les chercher dans un avenir à moyen terme. Au-delà des effets de la dévaluation du franc, « trop insuffisante et trop tardive », estime M. Zanotti, on espère plus en des gains de productivité assez impressionnants. De 1978 à 1979, la progression de la productivité était de 2,2 %, elle est, entre 1980 et 1981, de 10 %. Cela se va pas sans mutation importante au sein du personnel. R.-V.I. fait appel à une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. Les informaticiens (les cerveaux), les hydrauliciens (les muscles), sont en train de supplanter les mécaniciens. Par cette mutation, R.-V.I. veut participer « à l'avenir industriel de la France sur la base d'un développement mondial et stratégique », a conclu M. Zanotti.

CLAUDE RÉGENT.

En créant une société mixte associant l'Etat et les entreprises

LES POUVOIRS PUBLICS VEULENT RELANCER L'INDUSTRIE FRANÇAISE DU JOUET

Après le meuble, le jouet. Les ministères de l'Industrie, qui avait dirigé au début de septembre, avec des représentants de la première profession, un plan — M. Dreyfus préfère dire une « stratégie » — pour développer les activités de ce secteur, devraient annoncer prochainement la création d'une société mixte où seraient associées l'Etat et les industriels du jouet, une activité qui emploie dix mille salariés (dont une partie de saisonniers) et réalise un chiffre d'affaires annuel de 3 milliards de francs, dont 20 % seulement à l'exportation.

Cette société aura pour objectif la « reconquête du marché national », un slogan déjà adopté hier pour l'industrie du meuble, et qui le sera demain pour celle du textile et de l'habillement et après-demain pour la construction nationale du poids lourd notamment.

Le capital initial de la future société mixte chargée d'aider au développement du jouet en France sera de 10 millions de francs. Les pouvoirs publics en détiendront le tiers, le reste étant réparti entre les fabricants de jouets qui le souscriront. Une société ouverte d'autant plus largement qu'elle devrait être dominée en lieu de concentration par la production de jouets, quelle que soit la nature de leurs fabrications (bois, métal, peluche, matière plastique...) et leur destination (jouets et jeux de détente), pédagogique.

La liste des actionnaires industriels n'est pas encore arrêtée (il figurent notamment Natixis, Berchert, Thibautot, Moquit-Brenil, Villard, France-Jouet, Vuillemin, Baby-Jeux, Anselme, Drogès, De Javenant, Landy...).

L'Etat s'en tiendra à une minorité de blocage. Sans doute s'agit-il de la tentation d'aller au-delà. Mais pour ne pas effaroucher éventuellement ses futurs partenaires, industriels comme nombre d'autres industriels de tout ce qui est susceptible de « socialisation », il a préféré se réserver un simple rôle d'arbitre; d'autres diraient d'animateur.

Une tâche de taille l'attend pour tout car cette profession est morcelée et les entreprises qu'elle regroupe n'ont guère de point commun, si ce n'est le mode des enfants. Une profession où les jalousies sont vives et où le « secret » est de rigueur, on presque.

Fabricants et importateurs

Cette industrie doit faire face depuis plusieurs années à une concurrence sensible des pays à bas salaires (notamment d'Asie notamment) ou à commerce d'Etat (Tchécoslovaquie et Allemagne démocratique, plus particulièrement). Au point que nombre de fabricants nationaux (par exemple ou par obligation) se sont transformés en importateurs : soit qu'ils aient eu en France des jouets et des jeux entièrement produits hors de nos frontières et qui correspondent à leurs articles traditionnels; soit qu'ils soient entrés en France par le biais de sociétés étrangères qui leur fournissent des jouets et des jeux de fabrication française.

En l'espace d'un quart de siècle, le jouet est en outre devenu la proie de toutes les modes, de toutes les tendances. Conséquence : les catalogues doivent chaque année montrer pour un tiers des articles qui y figurent des « nouveautés ». Le petit camion en plastique que tire un enfant derrière lui sera démodé dans moins de deux ans. Après quoi, ce jouet devra avoir une forme différente et des couleurs nouvelles. Faute de ces changements, le commerce se détournera peu à peu de son fournisseur.

Quels sont les objectifs de la future société mixte du jouet ?

Premièrement, mettre en place un bureau de création qui pourra éventuellement (grâce notamment aux crédits de l'ANVAR) faire des prototypes et financer des premiers articles.

Les professionnels sont persuadés que l'inventivité des « petites » inventions permettra de mettre au point des jouets et des jeux aux possibilités nouvelles. Et l'on songe bientôt aux richesses potentielles de l'électronique appliquées à ce secteur.

De là le deuxième objectif de la future société mixte : servir de relais

entre les fabricants de jouets et les constructeurs français de composants électroniques (Thomson et Matsushita); les premiers précisant sans cesse la nature des composants dont ils ont besoin.

Des commandes groupées permettront de fabriquer des séries suffisamment longues pour obtenir des prix de revient intéressants et permettre de donner une meilleure image à une industrie nationale des composants qui se cherche.

Enfin, l'électronique n'a guère étendu ses pouvoirs jusqu'à l'activité du jouet proprement dit; elle limite son champ d'application aux jeux qui, hormis un seul fabriqué en France, viennent de l'étranger. De surcroît, ils ne sont le plus souvent qu'une transposition simplifiée d'articles ou de gadgets destinés aux adultes. Il y a donc ici un beau champ à défricher.

Un groupement à l'exportation

Troisième objectif de la future société mixte du jouet : la production d'un film français destiné — rien de moins — à un public international. Un film — on l'a compris — qui, tel *Galland* hier, serait un « support publicitaire » pour mille et un jouets, jeux, livres, gadgets, t-shirts, sacs de sport... et un vecteur pour faire quelques « coups » sur des marchés étrangers. Une situation infiniment mieux que le succès d'un film ne se commande pas et si certains pédagogues ou psychologues voient d'un œil critique une telle démarche.

Enfin, quatrième et dernier objectif de la future société mixte : la création d'un groupement à l'exportation. Dans un premier temps, celui qui osera la charge du dossier « jouet » au ministère de l'Industrie ont envisagé de s'inspirer de l'ex-

emple japonais. Ce groupement aurait revendu à l'étranger les articles fabriqués en France dont il aurait été lui-même l'acheteur. Un dynamisme garanti pourvu que la marchandise soit de qualité.

Mais cet exemple est difficilement transposable en France. Il semble donc que ce groupement à l'exportation soit un organisme de service classique : une représentation à l'étranger des fabricants de jouets et de jeux français — eux-mêmes rassemblés en des G.I.E. (Groupement d'intérêt économique).

Les « inventeurs » de ce groupement à l'exportation s'inspirent peut-être d'une initiative qu'a prise récemment la région Rennaise. Celle-ci a créé une filiale (S.A.P.O.I.E.) destinée à assister des P.M.E. et P.M.I. — sous-traitants pour la plupart de l'entreprise nationale — dans leurs efforts pour pénétrer des marchés à l'étranger.

Quel accueil a reçu jusqu'à présent parmi les professionnels ce projet de « stratégie » nationale au faveur du jouet ? Pour l'instant, elle paraît avoir séduit nombre d'entre eux par la possibilité qu'elle leur offre d'être moins seuls.

Un premier test, sur le terrain, permettra de déterminer l'efficacité de l'initiative des services qu'aime M. Dreyfus. En janvier, en effet, les commerçants et distributeurs de jouets et jeux en France seront réunis avec les fabricants et les représentants de trois ministères (Industrie, Commerce et Artisanat, consommation). L'objet de la rencontre : comment mieux intéresser les premiers aux productions — françaises — des seconds. Une façon si non de conquérir, du moins de mieux protéger le marché national.

ALPHONSE THÉLIER.

Copies Couleurs
ETRAVE 99, AV. D'ALBESMUS
75012 PARIS - 347.21.32

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

APPRENEZ LA SAMBA

C'est facile et ça consomme très peu.

Le Samba de Talbot la plus facile à conduire moyennant d'essence et de mazout : 4,1 l aux 100 km (normes UTAC) - 4 CV - 1700 cm³ - 5,8 l en cycle urbain - 2 portes et hayon arrière - suspension à 4 roues indépendantes - 130 km/h (130 km/h ISO) 143 km/h de sa catégorie - la plus petite rayon de braquage interne record (1,50 m) de largeur car - espacement des portes - hayon arrière pliable - coudes à 90° - 6 ans de garantie Talbot - Talbot Samba LS : 32.800 F. Les options complètes et gratuites chez votre concessionnaire ou agent.

La petite nouvelle SAMBA TALBOT

Modèle présenté: Talbot Samba LS année modèle 1982. Prix tarifé en mois ou 28/10/81: 32800 F. *Soit en moyenne 5,56 l TALBOT A CHOIX S'ILL.

سكوتال

AGRIC

Produits agricoles pour la cuisine de 20 à 40 personnes

739.30

A PROPOS

100 TAMBORS

67 AU BOUT DU

Frank et Fil

de fête. 3 jours

18-20-21 novembre

APPRENEZ LA SAMBA

NEUBAUER

36

AFFAIRES

**NIHON TELEPHONE
SIGNE UN IMPORTANT ACCORD
DE COOPÉRATION AVEC L.B.M.**

La société Nihon Telephone and Telegraph (N.T.T.), organisme semi-officiel qui assure le fonctionnement des télécommunications au Japon, a signé un important accord de coopération technique avec la société américaine L.B.M. Aux termes de cet accord, valable cinq ans, les deux groupes vont échanger des données dans le domaine des télécommunications et du traitement de données. Les négociations, longues et difficiles, ont été couronnées il y a un an par le groupe L.B.M. : leur résultat devait être une jumelage significative sur l'étendue des concessions que le gouvernement japonais était disposé à consentir sur la pénétration des matériels d'origine étrangère. L'accord qui vient d'être signé revêt donc une grande importance au moment où les relations commerciales entre le Japon et les autres pays sont tendues. Il a été facilité par le fait que N.T.T. détient une strasse sensible dans le domaine des télécommunications, avance dont L.B.M. veut bénéficier pour sa « génération croisée » d'ordinateurs.

**M. COLONNA
EST NOMMÉ DIRECTEUR
DES INDUSTRIES AGRICOLES
ET ALIMENTAIRES**

Sur proposition du ministre de l'Agriculture, M. Michel Colonna, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, est nommé directeur des industries agricoles et alimentaires en remplacement de M. Kornblum. L'art de cinquante-cinq ans, M. Colonna a commencé sa carrière dans le Jura comme ingénieur du génie rural, en 1962. Directeur départemental de l'Agriculture dans le Doubs (1965-1967), il fut ensuite adjoint au directeur des industries agro-alimentaires au ministère de l'Agriculture jusqu'en 1972. Directeur de l'Institut de l'élevage et de la consommation courante (1973-1975), nommé ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, il est affecté en 1975 au Conseil général des eaux et des forêts. Depuis 1977, il présida le comité des industries agricoles et de la consommation courante. Il succède à la tête de la direction des industries agro-alimentaires à M. Kornblum, nommé à ce poste au temps du secrétariat d'Etat de M. Debré et qui fut conseiller technique au cabinet de M. Mitterrand, ministre de l'Économie.

« Le groupe allemand Continental Current Werke, troisième fabricant mondial de pneus avec un chiffre d'affaires de 2 milliards de Deutschmarks (environ 79 milliards de francs), vient de signer un important accord de coopération avec la firme japonaise Toyo Rubber Industry (TRI), numéro trois nippon dans cette branche d'industrie. Aux termes de cet accord, Continental s'est engagé à céder sa technologie à son partenaire japonais. En échange de quoi TRI produira sur place des pneus portant la marque Continental, équipera les modèles de voitures Santana (VW), dont la construction dans les usines Nissan débute en octobre 1983.

AGRICULTURE

**Le revenu agricole par exploitation
a diminué de 3,1 % en 1981**

Le revenu agricole, pour 1981, sera en baisse de 3,1 % par exploitation. C'est le chiffre fixé par la commission des comptes de l'agriculture de la nation, qui s'est réunie ce jeudi 19 novembre pour examiner le rapport officiel de l'INSEE sur les comptes prévisionnels de l'agriculture française pour 1981.

Cette baisse, enregistrée pour la huitième année consécutive, est moins forte que l'an passé où elle avait atteint 6,4 %. Toutefois, les comptes nationaux ont inclus dans leur calcul la part des subventions exceptionnelles versées en 1981, au titre de l'aide au revenu 1981. Conformément aux règles habituelles selon la Commission, cette méthode sera toutefois contestée par les professionnels qui estimeront le baisse du revenu et la perte à compenser nettement plus élevées. Dans le premier cas, l'enveloppe à verser aux agriculteurs serait d'environ 2,4 milliards de francs. Dans le second, de l'ordre de 9 milliards de francs.

Les résultats de l'exercice 1981 s'expliquent par deux phénomènes : une augmentation des consommations intermédiaires (produits nécessaires à la production) moins élevée qu'en 1980 (-13,3 % en prix contre 15,5 %) due pour une large part à la hausse du dollar estimée à 30 %, qui se conjuguait avec une baisse du volume des livraisons. Celui-ci régresse, au total de 0,3 %, mais il n'a pas compensé la baisse continue depuis 1977. En fait, ce sont les productions végétales qui ont connu des difficultés qui ont en baisse pour le volume de 0,8 %, tandis que les produits animaux progressent de 1,9 %. À la différence des

années précédentes également le prix de ces livraisons connaît une hausse marquée de 10,3 % contre 5,7 % en 1980, 5,3 % en 1979 et 3,1 % en 1978. La branche agricole ne connaît une hausse en valeur (prix x volume) que de 3,9 % et s'élève à 197 milliards de francs. On comparera utilement ce dernier pourcentage avec celui de la baisse en valeur des consommations intermédiaires 16,4 %.

La valeur ajoutée brute (différence entre ce qu'il faut l'agriculture et ce qu'elle a utilisé pour cela) progresse de 4,5 %, alors qu'elle avait diminué de 1,3 % en 1980.

Le revenu brut agricole (R.B.A.) lui-même progresse de 6,2 %. Il est légèrement inférieur de l'ordre de 10 % car il prend en compte en ressources les prestations sociales et en emplois des industries et d'autres frais encore. Le revenu net baisse, lui, de 0,3 %, à la suite compte des amortissements, dont le caractère estimatif doit être souligné, selon la commission des comptes. Celle-ci présente encore une déduction de 11,5 % (prix du produit intérieur brut marchand) pour obtenir une baisse en francs constants du revenu brut moyen par exploitation de 3,1 %, étant entendu que la diminution du nombre des exploitations est également prise en compte (-1,6 % comme en 1980).

Norm Bruett extirpa péniblement un mouchoir de sa poche révoluer afin d'éponger un gros éternuement. "Je commence à attraper froid", pensa-t-il. Il détestait prendre froid l'été; ce sont les plus mauvais rhumes...

LE FLEAU

Cheryl le bébé se mit à pleurer, ses sanglots furent coupés par une horrible quinte de toux. Son visage avait pris une coloration violette. Petit à petit ses sanglots s'étrangèrent. Sa mère le prit dans ses bras; cela sembla calmer le bébé qui poussa un grognement avant de vomir...

LE FLEAU

Il toussait de façon horrible. Norris grogna et suggéra qu'on lui donne de l'aspirine. Ce remède ne changea pas grand chose. La toux devenait laborieuse et rauque, la respiration difficile. Et par-dessus le marché Marsha semblait suivre le même chemin. Elle sentait une irritation lui monter du fond de la gorge. Ils poireautèrent deux heures dans la salle d'attente du docteur et durant cette longue attente communiquèrent la maladie à plus de vingt-cinq personnes...

LE FLEAU

Sarah commanda un verre, et se mit à commenter les parties qu'elle venait de jouer. Elle contamina toute l'assistance du club, y compris deux jeunes types qui sirotaient leur bière non loin d'elles. Le lendemain, ils devaient partir tenter leur chance en Californie. Un copain leur avait promis des boulots dans une société en pleine expansion. "Ouais, c'était décidé, disaient-ils, demain ils fileraient vers l'ouest." Le fleau également.

LE FLEAU

(RAPPORT CHIFFRÉ 848 - AB) ANTIGÈNE ACCOUTUMANCE ET MUTATION HAUT RISQUE/MORTALITÉ IMPORTANTE ET CONTAGION ESTIMÉE 99,4 % / CENTRE DES ÉPIDÉMIES ATLANTA AU COURANT ULTRA SECRET - DOSSIER BLEU

Stephen King

LE FLEAU

**Le chef-d'œuvre de la nouvelle
littérature fantastique**

Du même auteur aux Éditions ALTA

**SHINING
DANSE MACABRE
SALEM**



Franck et Fils.
3 jours de fête. 3 jours d'affaires.

19-20-21 novembre.

Venez découvrir Franck et Fils en fête, Franck et Fils à des prix exceptionnels, pendant 3 jours et à tous les rayons.

Franck et Fils
Le grand magasin du seizième.

Franck et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16^e (Parking). Franck et Fils au Forum des Halles, à Paris II, à Maine Montparnasse.

**APPRENEZ LA SAMBA
CHEZ NEUBAUER**

Une surprise vous attend, venez vite nous voir ou téléphonez.

NEUBAUER

Concessionnaire PEUGEOT-TALBOT
9, rue Courville - St-Ger 75007 Paris Tél: 746.02.44
30, rue Courville 75007 Paris (SACAM) Tél: 270.62.62
107, rue Courville - Paris 75009 - Tél: 750.62.62
107, rue Courville - Paris 75009 - Tél: 750.62.62



petite nouvelle
**SAMBA
TALBOT**

